

L'ajournement

compris avec ceux avec lesquels nous ne sommes pas toujours d'accord. Il convient de noter que la plupart des chefs noirs en Afrique du Sud sont contestés dans leur propre pays.

Bien que le chef Buthelezi ne soit pas l'invité du gouvernement canadien, nous nous empresserons de profiter de son passage à Ottawa pour revoir avec lui la situation dans ce pays. Le ministre des Relations extérieures (M^{me} Vézina) s'entretiendra avec le chef Buthelezi pour connaître son point de vue. Comme le chef Buthelezi, nous nous opposons à l'apartheid et nous ne pouvons pas prétendre que la constitution actuelle de l'Afrique du Sud qui exclut les Noirs a renoncé au principe de l'apartheid. Nous avons également des réserves quant à l'efficacité des sanctions économiques pour favoriser une évolution pacifique et nous nous inquiétons de leur incidence sur les classes les plus démunies de la population sud-africaine.

L'ENVIRONNEMENT—LES PLUIES ACIDES—L'ENTENTE
FÉDÉRALE-PROVINCIALE SUR LES MESURES DE CONTRÔLE. B)
LES FONDS AFFECTÉS PAR LE GOUVERNEMENT FÉDÉRAL

M. Bill Blaikie (Winnipeg-Birds Hill): Monsieur le Président, je voudrais revenir sur une question que j'ai posée à la ministre de l'Environnement (M^{me} Vézina) le 6 février. Je vois que la ministre est là. Le nouveau gouvernement a pris la bonne habitude de faire répondre les ministres pendant le débat d'ajournement. J'espère bien que cela durera le plus longtemps possible.

● (1820)

Le 6 février, j'ai posé à la ministre une question sur l'entente sur les pluies acides qu'elle a conclue avec les provinces. Je crois avoir demandé par ailleurs au premier ministre (M. Mulroney) quelles sommes d'argent le gouvernement débloquerait pour essayer d'atteindre les objectifs qu'il s'est fixés avec les provinces en matière de réduction des pluies acides. J'ai posé cette question après que le premier ministre eut fait une déclaration désormais célèbre, à savoir qu'il fallait se présenter à la table de négociations les mains propres et qu'il fallait faire du nettoyage chez soi si on voulait être en position de force pour parler des pluies acides avec les Américains. J'approuve ce principe et j'ai bien expliqué que cette déclaration portait d'un bon sentiment.

Ce jour-là, je voulais tout simplement savoir quand le gouvernement joindrait le geste à la parole en affectant des crédits à la réduction des pluies acides que le gouvernement fédéral et les provinces avaient approuvée en principe. Par ailleurs, ce jour-là ou un autre jour, j'ai demandé au premier ministre quand le gouvernement annoncerait qu'il appliquerait les mêmes normes que les États-Unis en matière d'émissions d'automobiles en précisant qu'il devrait le dire de préférence avant la visite du président Reagan, prévue pour le 17 mars. De la sorte, le président ou les Américains en général ne pourraient plus nous reprocher de ne pas encore avoir des normes aussi strictes que les leurs.

Le premier ministre a beaucoup parlé des relations canado-américaines, et il a dit qu'il voulait les améliorer. Il a critiqué l'attitude du gouvernement précédent à l'égard des États-Unis.

Il a souvent parlé de «maturité». Ce terme décrit bien le genre de relation qu'il faut établir avec les États-Unis d'Amérique.

Comme nous savons que le président sera bientôt là et que celui-ci aura l'occasion de parler avec le premier ministre, les deux parties doivent faire preuve de maturité. Nous aimerions sûrement discuter des façons dont le Canada pourrait accélérer la maturité de ses rapports avec les États-Unis. Il s'agirait pour lui à mon avis de devenir plus indépendant de la politique étrangère américaine et plus désireux d'entretenir une relation d'égal à égal avec ce pays. Peu importe le sens qu'on lui donne, la maturité implique une relation dans les deux sens. Si nous aspirons à la maturité, le premier ministre devrait alors avoir un mot à dire au président au sujet de certains incidents qui se sont produits récemment. Il devrait par exemple se préoccuper de l'attitude que les Américains ont adoptée à l'égard de la Nouvelle-Zélande et de ses efforts pour répondre aux vœux exprimés démocratiquement par sa population au sujet de la puissance nucléaire et de la présence de navires dotés d'armes nucléaires dans ses ports. Cette réaction est un exemple de la maturité de la réaction des Américains lorsque des pays décident de faire preuve de maturité et d'indépendance contre les souhaits des États-Unis.

Un autre incident semblable est survenu récemment au Manitoba. Le gouvernement du Manitoba, de nombreux citoyens de cette province et même le gouvernement fédéral se sont efforcés de faire abandonner certains éléments du projet de dérivation Garrison qui auraient pu mettre en danger les eaux du Manitoba. Or l'assemblée législative du Dakota-Nord a adopté un projet de loi qui aurait pour effet d'interdire la transmission de l'électricité du Manitoba au Nebraska.

● (1825)

C'est particulièrement ironique, car voilà un exemple où nous nous préoccupons beaucoup des répercussions qu'aurait quelque chose sur l'environnement et où nous avons réussi à éviter les conséquences que nous jugions néfastes. Cependant, les Américains, par l'intermédiaire de l'assemblée législative du Dakota du Nord, ont dit qu'ils refuseraient d'importer de l'électricité canadienne. Par ailleurs, l'autre jour, au sujet des pluies acides, le sénateur démocrate William Proxmire a présenté un projet de loi qui permettrait aux Américains de refuser l'importation d'électricité canadienne si le Canada ne prend pas des mesures pour lutter contre les pluies acides. En somme, d'un côté nous nous faisons taper dessus parce que nous voulons protéger l'environnement, et les Américains décident d'interdire les importations canadiennes, et, de l'autre, nous nous faisons taper dessus parce que nous ne protégeons pas suffisamment l'environnement. Je me demande si c'est une réaction rationnelle et réfléchie pour les Canadiens—en l'occurrence les Manitobains—qui veulent éviter que leurs cours d'eau, leurs poissons ainsi que la faune et la flore marines ne subissent l'influence néfaste des eaux américaines. Voilà les choses dont le premier ministre devrait parler au président Reagan quand ils se verront le 17 mars.